

«L'école a échoué dans sa mission d'éducation citoyenne»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3720 - Mercredi 18 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Attentats de Paris

L'ambassadeur de France exprime sa reconnaissance aux autorités algériennes

Page 4

Talai : «Ces projets vont densifier les échanges inter-wilayas»

Priorité au rail dans le transport de marchandises

Page 4

Obama s'en tient à sa stratégie contre Daech

Par Mohamed Habili

Ceux qui ont cru que les attentats de Paris allaient changer la forme de l'intervention des pays occidentaux contre Daech ont dû être édifiés à cet égard par les propos tenus par le président des Etats-Unis lors de sa conférence de presse à l'issue de la réunion du G20. Pour meurtrières et révoltantes qu'elles soient, ces attaques terroristes au cœur non seulement de la France, mais de toute l'Europe, ne constituent pas pour lui la preuve de l'inefficacité de la stratégie adoptée par la coalition internationale, c'est-à-dire par son pays, car celle-ci repose sur une analyse propre à la situation politique des pays du Moyen-Orient dont tout indique qu'elle est appelée à durer. Ces pays, dont la Syrie et l'Irak, dont pas seulement, connaissent un mouvement extrémiste de masse, dont les groupes djihadistes ne seraient qu'une sorte d'avant-garde, qu'une émanation à durée de vie limitée. Dans ces conditions, envoyer des troupes au sol pour combattre ces groupes pourrait certes se traduire par leur élimination, mais comme ils sont portés par un mouvement de masse, d'autres groupes inévitablement se reconstitueraient sur leurs débris, pour autant qu'il ne s'en crée pas d'entièrement nouveaux. Barack Obama, il est vrai, ne s'exprime pas de cette façon ; en particulier il ne parle pas de mouvement de masse, mais c'est bien ce qu'il laisse entendre quand il souligne l'inutilité d'une intervention au sol dans des pays en butte à une lame de fond extrémiste. Suite en page 3

Le FCE présente une étude inquiétante sur l'industrie nationale

«Il y a urgence à ré-industrialiser le pays»



Démarrant du fait que l'Algérie passe par une conjoncture difficile, le Forum des chefs d'entreprise dit vouloir attirer l'attention des autorités sur l'urgence d'engager la ré-industrialisation du pays et des réformes plus profondes. Son patron, Ali Haddad, alerte sur «le danger de consommer les ressources rares sans créer des conditions de leur renouvellement».

Lire page 3

Commerce extérieur

Une brigade mixte pour enquêter sur les cargaisons bloquées

Page 5

Le monodrame «Hems Ed'Dhalem» au TNA

Une vision avant-gardiste sur le mal et l'injustice

Page 13

Chaïb Draa Ettani, conseiller au ministère de l'Éducation

«L'école a échoué dans sa mission d'éducation citoyenne»

■ S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Chaïb Draa Ettani, conseiller au ministère de l'Éducation nationale, a affirmé hier que l'école «n'est plus ce lieu du savoir et de bien vivre ensemble qu'on lui connaissait auparavant». Selon lui, «l'école a échoué dans sa mission d'éducation citoyenne». Ce responsable impute cette situation en premier lieu aux conséquences encore vivaces de la «décennie noire».

Par Meriem Benchaoua

La violence en milieu scolaire occupe, ces derniers temps, le devant de la scène médiatique. La violence existe à l'école, il ne s'agit pas d'un phénomène récent même si certains de ces actes tendent à s'accroître au fil des années. S'exprimant sur les

Entrepreneuriat et université 60 participants à un salon économique et industriel

SOIXANTE exposants prennent part à un salon économique et industriel ouvert hier à l'université d'El-Oued, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

L'exposition porte sur des stands dédiés aux entreprises versées dans des activités agricoles, industrielles, de services, du bâtiment et de l'artisanat, montées par le biais des dispositifs de soutien à l'emploi, à savoir l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale d'assurance du chômage (Cnac) et l'Agence de gestion du microcrédit (Angem). Cette manifestation économique est animée également par des organismes et institutions administratives et bancaires, des partenaires publics chargés du financement et de l'accompagnement des porteurs de projets d'investissement, à l'instar du Fonds de garantie des crédits d'investissement, l'Agence nationale de développement des petites et moyennes entreprises,

l'Agence de valorisation des recherches et promotion des technologies et l'Agence de développement de l'investissement. Ces organismes devront animer, tout au long de cette semaine, des communications et prodiguer des informations sur les mécanismes, avantages et facilités accordés par l'Etat pour l'encouragement des jeunes à s'impliquer dans le monde de l'investissement, ont indiqué les organisateurs. Le programme de cette semaine prévoit aussi l'organisation, en direction de 16 étudiants, d'une session de formation, établie selon les critères du Bureau international du travail (BIT), sur les modalités de montage et de gestion d'entités économiques.

Initiée sous le signe de «Ecosystèmes», cette manifestation devra permettre la vulgarisation des mécanismes et dispositifs d'emploi, ainsi que la promotion du produit algérien. R. N./APS



ondes de la Radio nationale Chaïb Draa Ettani, conseiller au ministère de l'Éducation nationale a affirmé hier que l'école «n'est plus ce lieu du savoir et de bien vivre ensemble qu'on lui connaissait auparavant». Selon lui, «l'école a échoué dans sa mission d'éducation citoyenne». M. Draa Ettani impute cette situation, autant aux conséquences encore vivaces de la «décennie noire», qu'à l'incapacité des enseignants à gérer «de façon positive» des conflits survenant dans les établissements d'enseignement. Le représentant du ministère pointe du doigt nombre d'établissements dont l'architecture n'est pas toujours adaptée à un système d'enseignement de qualité ainsi que la cruelle absence d'activités périscolaires (sport, activités culturelles...). Annonçant qu'ils vont

faire l'objet d'une refonte en profondeur, l'invité remet en question le contenu des manuels scolaires, tout comme celui des cours enseignés. De la maîtrise de manifestation de la violence à l'école, le conseiller au ministère tient à souligner qu'il s'agit d'un «problème sociétal» qui n'est pas du seul ressort du ministère de l'Éducation nationale mais qu'elle implique aussi les parents et les autorités d'une manière générale. «Nous entendons, déclare-t-il, réagir pour fédérer les efforts des uns et des autres. D'un autre côté, poursuit-il, il reste des lois à reprendre et à appliquer et, à cet effet, nous serons intransigeants». Pour cerner les raisons de cette violence et tenter de trouver les moyens de l'endiguer, il indique qu'un groupe de travail élargi, réunissant des enseignants, des syndi-

calistes et des parents d'élèves a été créé et a travaillé longtemps sur la question. Des premières mesures arrêtées par le ministère qu'il représente, M. Draa Ettani rappelle le recrutement prochain de 4 000 agents de sécurité, dont la tâche va consister à faire régner l'ordre à l'intérieur et à proximité immédiate des établissements du savoir. Il annonce, en outre, la formation d'inspecteurs de «médiation» chargés de gérer les relations conflictuelles entre élèves ou entre ces derniers et leurs enseignants. Des 25 000 cas de violences relevés en milieu scolaire durant l'année 2007, l'intervenant les relativise quelque peu en rappelant qu'il faudrait les diviser aux quelque 25 000 établissements disséminés à travers l'Algérie. «Ces chiffres, conclut-il, ont diminué depuis, grâce à un

sursaut de la communauté éducative».

Les dates des examens seront maintenues

Concernant la tenue des examens de fin d'année aux dates fixées en début d'année, la ministre de l'Éducation, Nouria Benghebrat a affirmé à Souk-Ahras qu'il n'y aura aucun changement, même si la date retenue pour le baccalauréat 2016 coïncidera avec le mois de ramadhan. «Lorsque la date des examens a été fixée, cela n'a pas été fait de manière aléatoire, notre souci fondamental est pédagogique et on ne peut pas dire, d'un côté, que le nombre de semaines d'apprentissage n'a pas atteint la moyenne utilisée à l'échelle mondiale et, de l'autre, demander à ce qu'on rapproche la date des épreuves à cause du ramadhan. Le ramadhan fait partie de nos traditions et de notre patrimoine et il nous faut nous en accommoder sans recourir au double calendrier, surtout que le mois sacré correspondra également avec la date des examens dans les deux ou trois années à venir», a-t-elle expliqué et d'assurer : «s'agissant des conditions dans lesquelles se dérouleront les épreuves des examens de fin d'année scolaire, dans le Sud du pays notamment, des mesures ont été prises avec les directions de l'éducation nationale pour que les climatiseurs, qui sont disponibles en nombre dans la majeure partie des écoles, des collèges et des lycées, soient fonctionnels. Des précautions ont été prises au niveau des établissements désignés comme centres d'examen pour que les élèves bénéficient du confort minimum au moment des épreuves».

M. B.

Pépinière d'entreprises

Une quarantaine d'entreprises agréées en trois ans

Près d'une quarantaine d'entreprises ont été agréées depuis 2011, année de la mise en activité de la «Pépinière d'entreprises» d'Oran, a-t-on appris, hier, auprès de la direction de cette structure publique de soutien à la création d'entreprises.

Pas moins de 38 entreprises ont été agréées par le comité d'agrément institué à cet effet. Toutefois, plusieurs autres entreprises n'ont pas trouvé de succès, a-t-on indiqué en marge de portes ouvertes sur l'entrepreneuriat, organisées dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

Ces entreprises agréées se sont lancées dans plusieurs créneaux, principalement les services, les technologies de l'information et la communication (TIC), la santé et l'agroalimentaire.

Cette structure publique d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement à la création d'entreprises sous tutelle du ministère de l'Industrie et des Mines, appelée aussi «incubateur», permet aux porteurs de projets de passer de l'idée initiale du projet à sa réalisation et sa consolidation, a-t-on rappelé.

Actuellement, la pépinière d'Oran accueille 12 porteurs de projets, sachant que sa capacité d'accueil est de 16 porteurs de projets.

L'hébergement à la pépinière permet aux jeunes porteurs de projets une domiciliation juridique et administrative de l'entreprise. L'adresse de la pépinière est acceptée pour l'établissement du registre du commerce.

Une moyenne de 200 porteurs de projets

par an ont trouvé assistance auprès de la pépinière d'Oran, sans compter celle apportée aux jeunes dans les salons et les foires.

Le porteur de projet dispose, au niveau de la pépinière, d'un mobilier de bureau, d'un ordinateur et d'une salle de réunion. Le but étant d'aider ces promoteurs à lancer leur entreprise à moindre coût. L'hébergement des porteurs de projets au sein de la pépinière pourra atteindre 24 mois.

Les portes ouvertes organisées sur deux jours dans le cadre de la Semaine mondiale d'entrepreneuriat, enregistrent la participation d'une trentaine de structures d'accompagnement à l'instar de l'Ansej, Angem, Andi, Fgar, Cnac et Casnos.

Fatima Ch.

Le FCE présente une étude inquiétante sur l'industrie nationale

«Il y a urgence à ré-industrialiser le pays»

■ Démarrant du fait que l'Algérie passe par une conjoncture difficile, le Forum des chefs d'entreprise dit vouloir attirer l'attention des autorités sur l'urgence d'engager la ré-industrialisation du pays et des réformes plus profondes. Son patron, Ali Haddad, alerte sur «le danger de consommer les ressources rares sans créer des conditions de leur renouvellement».

Par Nacera Chennafi

Dans une allocution qu'il a lue à l'occasion de la 4^e édition des journées de l'entreprise algérienne dédiée cette année à l'urgence d'une politique de diversification de l'économie nationale. Le président du FCE, Ali Haddad a rappelé que la question cruciale de la diversification de l'économie algérienne constitue une préoccupation centrale du plaidoyer remis aux autorités publiques en juillet dernier. Haddad fait part d'un souci de préserver l'Algérie de tout mauvais choix qui serait fondé sur une analyse prospective approximative. Dans ce contexte, une étude recommandée par le FCE a été présentée par le P^r Hassen Bouklia portant sur un diagnostic de l'évolution de l'économie nationale de 1977 jusqu'à 2014. Le Professeur parle d'une dégradation du cadre macroéconomique en donnant quelques statistiques. M. Bouklia a souligné qu'il faut «adopter une nouvelle alternative, à partir du fait qu'on ne maîtrise pas cette conjoncture», ajoutant : «Nous sommes dans une transition énergétique». Le P^r a rappelé que l'Algérie a vécu le choc pétrolier en 1986, puis 1977 et celui de 2009 était plus brutal mais le prix du pétrole a repris rapidement tout en mettant en garde sur le fait que les conséquences du choc pétrolier sont longues. A ce propos, il donne l'exemple des conséquences de la crise de 1986, car c'est de 1986 à 2003 qu'il y a eu reprise du PIB. Selon



l'étude du P^r Bouklia, en Algérie, la part de l'emploi en agriculture a décliné de 40% à 9,5% en 2014 et dans le secteur de l'industrie elle est passer de 18% en 1977 à 12% en 2014. Selon le P^r, la productivité de l'économie se base aussi sur comment les ressources sont allouées aux secteurs. «Si elles sont allouées au secteur informel de l'industrie et l'agriculture se sera le fait inverse», a-t-il affirmé. Il a ajouté que l'industrie n'est pas en ligne par rapport aux normes d'industrialisation affirmant qu'il y a une désindustrialisation dans notre pays». S'agissant des importations, il a indiqué que durant 10

ans elles ont crû de 10 % et la production ne se croisse que de 5 %. «C'est paradoxal», dira M. Bouklia. Pour ce qui est de la structure des exportations, il a indiqué que sur une période de 30 ans, 800 produits sont exportés sachant que le Maroc exporte 3 fois plus. Toutefois, le P^r a essayé de se montrer optimiste pour que l'industrie puisse atteindre une croissance de 8 % mais ceci nécessite un travail à long terme ajoutant que même en Occident, des pays comme la Norvège n'ont pas pu assurer la diversification de l'économie. Cette ambition est partagée par Haddad qui affirme qu'en 2018,

l'Algérie sera exportatrice de ciment. Un autre Professeur a évoqué les contraintes en matière d'exportation pour l'entreprise algérienne, dont la maîtrise du marché local et le handicap de la compétitivité. Dans ses recommandations sanctionnant ses journées d'entreprise, le FCE recommande de diversifier les sources de financement des infrastructures et assurer la coordination des politiques macroéconomiques entre elles et la politique budgétaire du ministère des Finances. Il est recommandé aussi de réserver la règle 51-49 aux secteurs stratégiques clairement désignés et appuyer le développement des IDE. Il est question aussi de développer des zones spéciales d'exportation. Le FCE affirme qu'en l'absence d'un ministère de l'Economie et compte tenu de la nécessité urgente de coordination des politiques économiques et des politiques sectorielles, il est impératif de réinstaller le Commissariat général à la planification et la prospective et le placer auprès du Premier ministre ou de la Présidence. Et mener une révision profonde du système national d'information statistique. Dans son discours de clôture, Haddad dit appuyer les démarches du gouvernement mais affirme qu'il est urgent d'engager de plus profondes réformes et prendre garde au plus grand danger qui guette aujourd'hui le pays, d'«avoir à consommer ces ressources rares sans créer des conditions de leur renouvellement par le travail», a-t-il alerté. N. C.

Groupe des 19

«C'est un non-événement» pour Haddad

Dans une conférence de presse qu'il a animée hier à l'hôtel El Aurassi, Ali Haddad s'est montré satisfait de son bilan à la tête du FCE en affirmant que le nombre d'adhérents a atteint les 800 alors qu'il était de 400 en plus de l'adhésion de 200 jeunes dans le cadre de Jil FCE lancé il y a un mois. A ce propos, il ajoute que son chiffre d'affaires a grimpé de 20 milliards de dinars à 30 milliards de dinars. «Le Forum a évolué», a-t-il tenu à préciser. Interrogé sur l'absence de Isaad Rabrab et d'entreprises publiques

au FCE, le patron des patrons dira que le FCE est ouvert à toutes les entreprises et les industriels et les Algériens. «Celui qui veut venir est le bienvenu et on est au service de l'ensemble et on soutient les idées de la majorité», a-t-il défendu avant de conclure : «Ce que disent les salonniers ne m'intéresse pas». En réponse à une question sur les critiques du groupe des 19 à son égard, pour Haddad, c'est un non-événement. Selon le patron du FCE, chaque Algérien a le droit d'adresser une lettre aux institutions

du pays et c'est à celles-ci de répondre ou non. Il est à noter que ce groupe est devenu 19-4 après le départ de quatre membres. Pour ce qui est de la règle 51-49, Haddad souligne que celle-ci est une loi et le FCE ne la violera pas et ne la voit pas comme obstacle. Le patron du FCE juge aussi fructueux sa rencontre avec le ministre de l'Énergie et a annoncé que sept investisseurs nationaux peuvent investir dans le secteur automobile. N. C.

Pour «l'émergence d'un engagement citoyen»

Le RCD appelle la jeunesse à prendre ses responsabilités

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a estimé mardi que la jeunesse algérienne devrait «prendre ses responsabilités» en travaillant à créer une «dynamique intelligente et innovante pour aboutir à l'émergence d'un engagement citoyen». S'adressant à plus de 500 jeunes militants du parti réunis au Campus de Zéralda, le président du parti Mohcine Belabes a indiqué que la jeunesse pouvait peser pour venir à bout d'un ordre politique considéré comme étant «désuet», invitant

les jeunes à prendre leurs responsabilités et à «s'impliquer dans le combat (...)». Pour le président du RCD, cette démarche est «utile», mais ne peut être efficace sauf si elle s'inscrit dans «une vision plus large» qui associera les jeunes émigrés et même la jeunesse des pays nord-africains qui devraient, selon lui, être solidaires. M. Belabes a plaidé pour des «solidarités stratégiques» entre ces pays (d'Afrique du nord), dont l'avenir est, de son point de vue, miné par «des forces conservatrices» qui «dominent leurs

peuples respectifs». Concernant le campus des jeunes du parti, M. Belabes a souligné que la rencontre est «propice» pour confronter les idées et discuter de l'Algérie et de son environnement géopolitique, estimant qu'elle devrait aboutir à «une action qui investit le terrain des luttes à l'université et dans le milieu du travail, avec des campagnes de sensibilisation et de mobilisation». Il a invité les jeunes à «définir et programmer» ces actions dans l'objectif de l'avènement d'une «transition démocratique». Neuf ateliers

sont prévus par le campus pour débattre pendant deux jours les questions de la laïcité, les techniques de la rédaction et de la communication, la gestion des élections ainsi que des questions organiques. Le campus des jeunes du RCD est une rencontre qui permettra aux jeunes militants d'être mieux armés politiquement, de se mobiliser et de s'organiser pour ouvrir d'autres perspectives en rapport avec les revendications et attentes de changement, selon les responsables du parti. F. B.

LA QUESTION DU JOUR

Obama s'en tient à sa stratégie contre Daech

suite de la page Une

Il aurait pu tout aussi bien dire que ces pays sont plongés dans une guerre civile dans l'un des deux camps, le djihadisme dans sa diversité, n'est pas isolé mais tout au contraire jouit du soutien d'une partie importante de la population. De sorte que qui veut éliminer ces groupes doit accepter d'occuper longtemps le ou les pays où ils sont implantés, tout en courant ce faisant le risque de les renforcer par sa présence même. Or Barack Obama a été élu entre autres sur la promesse, d'ailleurs tenue, de retirer les troupes engagées tant en Irak qu'en Afghanistan. Cela fait de lui le dernier des présidents américains à vouloir renvoyer des troupes dans cette même région d'où il les a rappelées. D'autant qu'il ne croit pas du tout, on vient de le voir, que ce soit là la bonne chose à faire. Le Vendredi noir parisien ne lui fait pas changer de stratégie, et pour cause. D'autres attaques terroristes, en France ou ailleurs en Europe, selon toute vraisemblance non plus ne seraient pas en mesure de le convaincre qu'il se trompe dans son mode de traitement de Daech. Reste maintenant à se demander s'il adopterait la même attitude, rationnelle en apparence, si les attentats de vendredi dernier au lieu de se dérouler en France se sont produits aux Etats-Unis. Les pressions qu'il subirait alors à la fois de la part de ses adversaires politiques et d'une large fraction de son opinion pourraient être si fortes qu'il serait peut-être amené à revoir sa stratégie, quand bien même il resterait convaincu de sa justesse sur le long terme. Des attentats à Washington n'auraient de toute façon pas le même effet sur lui. En définitive, ce serait l'opinion américaine qui lui dicterait sa politique, bien que lui personnellement n'ait pas besoin de son soutien. Il aurait de la peine à faire comprendre aux Américains qu'il vaut mieux s'armer de patience et au bout du compte réaliser son objectif que céder à la provocation et s'empêtrer dans une guerre interminable en Syrie, en Irak, ou ailleurs dans cette partie du monde malade de son extrémisme. Certes, un président sortant est le mieux placé pour rester ferme sur une ligne qu'il estime juste. Il n'en reste pas moins que les intérêts de son camp politique sont susceptibles de lui faire changer d'attitude tout autant qu'un éventuel intérêt personnel. M. H.

Talai : «Ces projets vont densifier les échanges inter-wilayas»

Priorité au rail dans le transport de marchandises

■ «Le gouvernement compte beaucoup sur le rail. Ces nouveaux projets vont permettre de faciliter et d'améliorer le transport des minerais, fer et phosphate entre les différentes wilayas du pays», a souligné le ministre des Transports, Boudjemaa Talai.

Par Thinhinene Khouchi

En temps de crise, le ministre des Transports assure que le gouvernement voit en la modernisation du rail une priorité dans le processus de développement du pays et dans la densification des échanges commer-

Attentats de Paris L'ambassadeur de France exprime sa reconnaissance aux autorités algériennes

L'AMBASSADEUR de France en Algérie, Bernard Emié, a exprimé, lundi à Alger, la reconnaissance de son pays aux autorités algériennes, saluant le «message de sagesse» du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, adressé à son homologue français, François Hollande suite aux attentats terroristes de Paris. «Je veux exprimer ici ma reconnaissance aux autorités algériennes et saluer en particulier les mots si justes et si forts» du Président Bouteflika qui a souligné, dans son message «la nécessité d'une réaction solidaire et lucide de toute la communauté internationale», a déclaré M. Emié dans une intervention à l'occasion d'une cérémonie d'hommage aux victimes de ces attentats, organisée au siège de l'ambassade à Alger. L'ambassadeur a ainsi cité le message du Président Bouteflika dans lequel il a affirmé que «ce fléau transfrontalier appelle une réaction solidaire de toute la communauté internationale, une réaction qui se doit également d'être lucide pour éviter une fracture civilisationnelle à travers le monde et à l'intérieur des pays, ce qui est l'un des buts recherchés par les commanditaires du terrorisme». «Oui, nous devons dans notre réponse nationale et collective nous inspirer de ce message de sagesse», a déclaré M. Emié. «Nous n'oublions pas combien nos amis algériens ont souffert eux-mêmes dans leur chair du terrorisme durant la décennie noire», a-t-il dit. Il a estimé, à ce propos, que l'Algérie et la France avec d'autres pays «doivent être côte à côte pour lutter de toutes leurs forces contre le terrorisme avec une détermination sans faille, mais aussi en étant vigilants pour éviter toute forme d'amalgame ou de tentation de verser dans le rejet de l'autre, dans l'islamophobie».

APS

ciaux inter-wilayas. En effet, les rails algériens ont connu une vraie descente aux enfers durant les années précédentes. Aujourd'hui, avec les projets en cours de réalisation, le gouvernement souligne qu'ils vont permettre de redynamiser et densifier les échanges entre les différentes villes du pays. Cette ligne, selon les dires du ministre, va créer plusieurs postes de travail pour la jeunesse algérienne. Et l'importance du chemin de fer est vitale au regard du surcroît de dynamisme qu'il confèrera à l'économie nationale, a indiqué le ministre après avoir suivi, non loin de la commune d'El Aouinet, un exposé sur le projet de renforcement, d'électrification et de doublement de la voie ferroviaire minière Djebel Onk-Annaba sur 413 km. Pour cette ligne minière, le ministre a demandé aux responsables de rétrécir les délais de finalisation des projets en lançant les trois projets en même temps. «Il faut que les entreprises se mettent au travail tout de suite pour finir cette ligne minière à temps, et les délais doivent être revus», a souligné le ministre, ajoutant que ce grand projet permettra de garantir le transport des minerais de fer et du phosphate entre les gisements de la wilaya de Tébessa et les complexes industriels implantés à Annaba. M. Talai a souligné que la mise en exploitation de la voie ferrée Djebel Onk-Annaba, dans les études techniques préalables au lancement des travaux de réhabilitation et modernisation de la ligne seront finalisées courant mars



2016, permettra également de desserrer la pression sur les routes, extrêmement sollicitées par les poids-lourds transportant des marchandises. Selon les explications fournies par des responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, les travaux prévus comprennent, entre autres actions de réhabilitation et d'électrification de la voie, l'installation de signalisations lumineuses et de systèmes de sécurité. M. Talai a inauguré, au cours de sa tournée, une gare routière dans la commune d'El Ouenza, qui s'ajoute à celles déjà réceptionnées à Bir El Ater et Chréa, tandis qu'une troisième est

projetée au chef-lieu de la wilaya, selon les responsables locaux du secteur. Le ministre des Transports, qui a également inspecté, à Tébessa, l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain qui exploite une flotte de 29 autobus, a donné son aval pour l'augmentation du parc de cette entreprise au moyen de 12 autres véhicules pour couvrir de nouvelles lignes vers les communes Boulhaf-Dyr, El Ma Labiod et Hammamet. Sur site, le ministre a exhorté les travailleurs à veiller à l'entretien régulier des véhicules et à améliorer l'accueil des usagers. Concernant la ligne ferroviaire vers la Tunisie qui a autrefois existé, le ministre a sou-

ligné que «du côté algérien la ligne existe toujours, il faut juste la réhabiliter, mais je ne sais pas comment cela se passe du côté tunisien». Le ministre a rappelé, s'agissant de l'effort déployé en Algérie pour développer le rail, que des travaux étaient en cours pour la réalisation de 2 350 km de chemin de fer à travers le pays, dont la réception progressive est prévue à partir du premier semestre 2016. «Plusieurs projets de son secteur vont être réceptionnés en juin 2016, ce qui va faciliter le transport des marchandises et des voyageurs».

T. K.

Développement local à Béjaïa

Le wali sévit contre les entreprises défilantes

Le wali de Béjaïa, Zitouni Ouled Salah, n'a pas caché son mécontentement, hier, lors de sa visite aux nombreux projets en cours de réalisation dans la commune de Béjaïa à l'occasion de sa 52^e et dernière inspection qu'il effectue depuis son arrivée à la tête de la wilaya, il y a quelques mois seulement. M. Ouled Salah n'a pas hésité à sanctionner une entreprise qui a failli à son engagement. Il s'agit de l'entreprise chargée des travaux d'aménagement du stade Ben Alaouache en complexe sportif qui a traîné la patte et cela dure depuis de très longs mois. Il a demandé au responsable concerné de «rompre» le contrat avec cette entreprise et d'engager une autre performante et capable de mener les travaux correctement et dans un délai court. Pour rappel, lors de la visite qu'il a effectuée la veille à Souk El-Tennine, le premier responsable de la wilaya a décidé de résilier le contrat de l'entreprise chargée des travaux des VRD du projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits, travaux qui ont trop traîné aussi. Le chef de l'exécutif qui a fait une tournée dans la commune et s'est rendu à Sidi-Ahmed pour inspecter les travaux, a promis de mener une enquête sur la manière avec laquelle sont attribués les marchés publics et sanctionner tout manquement. Ces décisions ont été prises après la tournée qu'il a

effectuée à de nombreux projets en cours de réalisation dans la municipalité de Béjaïa. A ce propos, il a été surpris surtout par la lenteur du rythme avec lequel sont menés les travaux de nombreux projets de développement local, leur qualité sérieusement discutable, l'absence de qualification de certaines entreprises et le manque de planification et de suivi par les bureaux d'études. Le wali a fait une visite au marché Aissat-Idir où 30 locaux sont en cours de réalisation au profit des artisans. Un projet dont le taux d'avancement est à peine de 65%. Le premier responsable de la wilaya a menacé de rompre le contrat de l'entreprise si le rythme des travaux n'est pas accéléré. Il s'est rendu à plusieurs endroits, notamment à l'arrière-port. Il y a lieu de rappeler qu'avant-hier M. Ouled Salah s'est rendu dans la commune de Tamrijt, à l'est de Béjaïa, où il a inspecté de nombreux projets en cours de réalisation et d'autres en perspective, notamment les 26 logements RHP en cours de réalisation au village Laâlem où il a exprimé son mécontentement par rapport au non-respect du caractère rural des constructions. Il a ensuite inauguré l'antenne administrative du village, et effectué une halte au niveau du chemin Bouhaloumen dont les travaux sont actuellement à l'arrêt. Le wali s'est montré une fois

de plus contrarié au sujet du travail bâclé et a instruit le responsable des travaux publics afin d'engager une étude sur le phénomène d'éboulement rocheux pour être fixé sur le type de travaux à réaliser au niveau du site. Il a écouté les citoyens qui lui ont fait part de leurs nombreuses doléances. A ce propos, il a ordonné au directeur de la santé de la wilaya de rouvrir la polyclinique au mois de juin prochain et de la faire fonctionner en h24, comme «il s'est engagé à étudier toutes les autres demandes revendiquées par les citoyens de cette localité en les rassurant de l'intérêt particulier qu'il accorde au développement dans les zones rurales en général», souligne la cellule de communication de la wilaya. Lors de sa visite le même jour à la commune voisine Souk El-Tennine, il a inspecté les travaux de réalisation de l'hôpital de 60 lits où il a désapprouvé l'anarchie qui règne dans le chantier. Il a exigé du responsable du bureau d'études de mieux s'organiser et préparer un planning d'intervention sur le chantier et de le lui communiquer dans les plus brefs délais. De nombreux autres projets ont été également inspectés à l'occasion. En fait, ils ont été passés au peigne fin.

Hocine Cherfa

Commerce extérieur

Une brigade mixte pour enquêter sur les cargaisons bloquées

■ Une brigade centrale mixte a été installée par le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, pour mener des enquêtes sur les cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce, a annoncé le ministère dans un communiqué.

Par Ali O.

Cette opération entre dans le cadre de la démarche menée par le gouvernement pour lutter efficacement contre la fraude sous toutes ses formes, explique la même source. Cette brigade mixte est constituée des représentants des inspections générales relevant des services compétents des ministères respectivement du Commerce, des Finances et de l'Industrie et des Mines, ainsi que des représentants de la Direction générale des douanes. Les missions confiées à cette brigade centrale consistent à procéder, incessamment, à une «enquête nationale approfondie» au niveau des ports, ports secs, aéroports, postes terrestres et entrepôts



sous douanes «pour s'enquérir du devenir des cargaisons bloquées définitivement dans les principaux ports de commerce depuis le 1^{er} janvier 2015 à ce jour», précise le ministère. La

décision de mettre sur pied ce nouvel organe a été prise «suite aux cas de fraudes avérés relatifs à l'introduction sur le territoire national de produits non conformes et contrefaits, constituant un risque pour la santé et la sécurité du consommateur», note le communiqué. Après l'installation de cette brigade mixte, ses membres «ont immédiatement procédé à l'élaboration et à la validation du mode opératoire fixant la démarche à suivre pour évaluer l'ampleur du phénomène de la fraude et de proposer toute mesure pratique à entreprendre, à court et moyen termes, pour endiguer ce phénomène», poursuit le communiqué. Cette démarche, comme l'a affirmé M. Belaïb dans son intervention, «vise à renforcer le contrôle des opérations d'importation, à assainir le commerce extérieur et à lutter efficacement contre les courants de fraudes». A. O.

Transport de voyageurs

Réaménagement du programme de la ligne maritime Alger-Béjaïa

Le programme de la liaison maritime de transport de voyageurs entre Alger et Béjaïa, inaugurée en octobre dernier, est désormais réaménagé pour la saison hivernale, a indiqué hier l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv). Les rotations se font, dorénavant, à raison de trois fois par semaine (dimanche, mardi et jeudi) avec un départ de Béjaïa à 8h pour une arrivée à Alger à 12h, et un retour le même jour d'Alger à 13h pour une arrivée à

Béjaïa à 17h, précise cette entreprise publique dans un communiqué. Mais ce programme reste tributaire des conditions météorologiques, ajoute-t-elle. Les tarifs appliqués sont de 1 300 DA pour les adultes, de 500 DA pour les enfants de 2 à 12 ans, de 800 DA pour les enfants de 12 à 16 ans ainsi que pour les étudiants et de 3 200 DA pour une famille (couple + 2 enfants et plus), selon les détails communiqués par cette entreprise publique. Quant aux personnes à mobilité

réduite, le tarif est réduit de 50%. L'Entmv avait réceptionné, en octobre dernier, deux nouveaux navires, dont le premier, baptisé «Seraiidi», a été destiné pour la ligne Alger-Béjaïa, tandis que le deuxième, «Baji Mokhtar 2», a été affecté pour la ligne maritime Mostaganem-Arzew-Oran, rappelle-t-on. En outre, elle compte acquérir trois autres navires pour couvrir les lignes Tipaza-Cherchell et Skikda-Annaba.

Souad L.

Fabrication d'appareillages orthopédiques

L'Afrique du Sud souhaite bénéficier de l'expérience algérienne

La ministre sud-africaine du Travail, Mildred Oliphant, a exprimé, à Alger, le souhait de son pays de bénéficier de l'expérience algérienne «développée» en matière de fabrication d'appareillages orthopédiques et d'accessoires pour personnes handicapées. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, Mildred Oliphant a précisé

que son pays souhaiterait bénéficier de l'expérience de l'Algérie «avérée» dans la fabrication et la distribution d'appareillages orthopédiques et accessoires pour personnes handicapées. Pour sa part, M. El Ghazi a indiqué que cette rencontre était une occasion pour évoquer les moyens de renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. La

ministre du Travail de la République d'Afrique du Sud a entamé lundi une visite de trois jours en Algérie à la tête d'une importante délégation à l'invitation de M. El Ghazi. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la 6^e session de la haute Commission mixte algéro-sud-africaine qui s'est tenue à Alger du 16 au 19 avril 2015, ont indiqué des responsables du ministère du Travail, de l'Emploi et de

la Sécurité sociale. M^{me} Mildred visitera durant son séjour en Algérie des structures relevant du secteur du travail dans la wilaya d'Alger. Un memorandum d'entente sera signé entre les deux pays ayant trait au travail et à la sécurité sociale. Des consultations autour des axes de coopération en matière de production d'appareillages orthopédiques et accessoires pour personnes handicapées sont également prévues. T. S.

Prix

Le pétrole rebondit à New York

Les cours du pétrole ont terminé en nette hausse à New York, ayant soudainement rebondi en milieu de séance, soutenus par des facteurs à la fois techniques et géopolitiques, et suivant la tendance boursière. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en décembre a gagné 1,00 dollar à 41,74 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

«Le pétrole s'est heurté à un seuil-ciel aujourd'hui», a noté Phil Flynn, chez Price Futures Group, alors que tout au long de la matinée le cours de WTI s'est rapproché des 40 dollars le baril, sans jamais franchir ce

seuil. Au bout d'un moment, a ajouté M. Flynn, «le marché du pétrole a fini par suivre l'indice (boursier) Dow Jones», qui parallèlement accélérât sa hausse. Par ailleurs, la suite des attentats de vendredi à Paris, qui ont fait 129 morts et ont été revendiqués par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), a réintroduit une prime de risque dans le marché. «On a entendu dire que des installations pétrolières de l'EI étaient visées par des frappes américaines, et cela a donné un coup de fouet au marché», a noté M. Flynn. Enfin, l'approche de l'expiration des options sur le contrat pour livraison en

décembre a conduit certains investisseurs à rééquilibrer leurs portefeuilles et contrer les paris qu'ils avaient pris à la baisse, a-t-il encore noté. Tous ces facteurs ont fini par prendre le dessus sur les inquiétudes persistantes sur le déséquilibre du marché, qui reste marqué par l'excédent d'offre. «La poussée vers un nouveau plancher illustre les inquiétudes renouvelées pour la demande et le poids sur les prix que représentent les stocks accumulés», a fait valoir Tim Evans, chez Citi, peu avant que les cours n'amorcent leur remontée de fin de séance.

R.E.

5^e Salon international des fournisseurs de produits pétroliers et gaziers Mobilis présente ses innovations

MOBILIS PARTICIPE au «5^e Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers», qui se déroule du 17 au 19 novembre 2015 à Hassi Messaoud, wilaya de Ouargla. Rendez-vous par excellence des opérateurs locaux et étrangers du secteur pétrolier et gazier et tous les fournisseurs de produits et services en relation avec le secteur des hydrocarbures. Le salon accueillera, durant ses trois jours, plus de 10 000 visiteurs professionnels et regroupera plus de 150 exposants, issus de 10 pays, venus présenter leurs produits, services et solutions liés à l'industrie pétrolière. Mobilis, acteur incontournable dans le paysage des TIC en Algérie, marquera sa participation à travers son équipe Marché Entreprises, et présentera aux professionnels activant dans le secteur de l'industrie pétrolière et gazière, au niveau de son stand, les dernières offres et solutions corporate, Voix et Data, adaptées aux besoins professionnels spécifiques de ce secteur stratégique. A travers cette manifestation économique, Mobilis confirme son engagement à préserver son positionnement d'opérateur leader dans l'innovation des solutions entreprises en accompagnant les entreprises du secteur des hydrocarbures dans le pays et contribuer à leur développement.

Communiqué

Oran

Attribution prochaine de 6 000 logements sociaux locatifs

■ Pas moins de 6 005 logements sociaux locatifs seront attribués prochainement dans la wilaya d'Oran aux détenteurs de pré-affectations et aux résidents dans des immeubles menaçant ruine, a-t-on appris du wali.

Par Salim L.

Invité du forum du quotidien «Ouest Tribune», Abdelghani Zaalane a annoncé le relogement de 850 familles d'El Mohgoun, en fin de semaine prochaine, qui sera suivi, huit jours après, par celui de 1 430 familles résidant dans les quartiers «El Hamri» et «Ghoualem» (ex-Medioni) dans la localité d'El Minzah (ex-Canastel), soulignant que tous ces bénéficiaires sont en possession de pré-affectations depuis plus de trois années. Ces opérations seront suivies par le relogement de 2 700 familles habitant des immeubles menaçant ruine et un autre de 1 025 familles à Gdyl, a ajouté le wali tout en rappelant que 1 434 familles qui habitaient



dans des immeubles menaçant ruine dans différents secteurs urbains d'Oran ont été relogées l'an dernier. Le chef de l'exécutif a aussi abordé le programme d'attribution de 8 000 logements sociaux locatifs dans le cadre de

la résorption de l'habitat précaire (RHP), lancé la semaine dernière et profitant à ce jour aux citoyens qui habitaient au lieu-dit «Virage» et dans le bidonville Cheklaoua. Les bénéficiaires ont été relogés à Ain El Beida, Boutlélis et Oued

Tlélat, a-t-il rappelé, signalant également le relogement de 250 familles à Arzew et 150 autres à Hassi Benokba. Il a annoncé item l'attribution, de 90 logements à Ain El Kerma. Dans ce cadre, M. Zaalane a souligné

que 5 005 logements sociaux locatifs ont été attribués à ce jour, soit quatre fois ce qui a été attribué durant les trois dernières années. L'opération se poursuivra pour atteindre un total de 12 000 logements cette année, a-t-il ajouté. Le programme de logements sociaux locatifs dans la wilaya d'Oran comprend un total de 57 000 unités dont 34 000 en cours de réalisation. Le restant étant réceptionné. Le wali a indiqué que les constructions précaires et illicites dont les propriétaires ont bénéficié de logements ont été éradiquées, annonçant que l'opération de démolition des immeubles menaçant ruine se fera, après le relogement des occupants, par des entreprises spécialisées. Dans le cadre de la protection des forêts contre les constructions illicites, M. Zaalane a indiqué qu'une clôture sera érigée autour de toutes les forêts pour empêcher toute tentative d'abatage d'arbres et de construction de taudis. D'autre part, le wali d'Oran a abordé les préparatifs, en cours, pour abriter les Jeux méditerranéens 2021, l'investissement, l'agriculture, le tourisme et le développement dans la wilaya.

S.L./APS

Jijel

La wilaya table sur une production de 5 millions de litres d'huile d'olive

Une production de quelque 5 millions de litres d'huile d'olive est attendue cette année à Jijel au terme de la campagne oléicole qui a débuté il y a quelques jours, a indiqué le directeur des services agricoles, Madjid Chenafi.

Cette campagne sera marquée par la cueillette de plus de 290 000 quintaux d'olives provenant de vergers plantés sur une superficie de plus de 14 000 hectares dans cette wilaya, a précisé ce responsable, soulignant que toutes les huileries modernes et traditionnelles, au nombre de 134, seront mises à contribution pour la transformation du fruit. Un oléifacteur, installé au chef-lieu de

wilaya a indiqué que le prix du litre d'huile devrait avoisiner, cette année, les 650 dinars, soulignant que la campagne de transformation pourrait se prolonger jusqu'au mois de mars prochain au regard de l'important volume d'olives à triturer.

La bonne qualité de l'huile d'olive produite dans la région de Jijel, notamment en ce qui concerne le taux d'acidité, avait été récemment confirmée par des analyses effectuées par un laboratoire spécialisé, a relevé la même source, précisant, à ce propos, que dans les onze huileries, modernes et traditionnelles, ciblées par les analyses, deux seulement ont obtenu des huiles avec un

taux d'acidité situé entre 3,92 et 17,6 %, les neuf autres donnant des résultats «très satisfaisants» avec des taux de 0,48 à 2,73 %. Les prélèvements ont été effectués par l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAF) de Sidi-Aich (Béjaïa), auprès d'huileries situées dans les localités de Taher, Chekfa, El Ancer et Beni Hebib.

La wilaya de Jijel qui possède une superficie de 14 300 hectares d'oliviers totalise 134 huileries (47 modernes et 87 traditionnelles) et un effectif de plus de 1 400 oléiculteurs, selon la chambre de wilaya de l'agriculture.

Hani A.

Sidi Bel-Abbès

Mise en service d'un réseau de gaz naturel au profit de 2 800 foyers

Un réseau de gaz naturel au profit de 2 814 foyers de la commune de Ben Badis (Sidi Bel-Abbès) a été mis en service, selon la cellule de communication de la wilaya.

La cérémonie de mise en service a été présidée par le wali de Sidi Bel-Abbès, Mohamed Hattab lors d'une visite d'inspection dans les communes de la daïra de Ben Badis. Inscrite dans le cadre du programme quinquen-

nal précédent pour un coût global de 300 millions DA, cette opération a porté sur la réalisation d'un réseau de distribution de 43,1 kilomètres. Le wali a inspecté, lors de cette visite, plusieurs projets de développement dont celui de protection des communes de Ben Badis et de Hassi Zahana des inondations. Une enveloppe de 800 millions DA a été allouée à ce projet dont le taux d'avancement des tra-

vaux a atteint 98 pour cent et d'installation des équipements 30 pc. Mohamed Hattab a également visité le siège de l'inspection du commerce dont les travaux de réalisation ont été achevés pour un investissement de 120 millions DA.

Dans la commune de Chetouane, il a inspecté le projet de réalisation de 60 logements sociaux locatifs au titre du programme quinquennal 2010-

2014. Les travaux de ce projet ont atteint un taux d'avancement de 40 pour cent.

Le wali a également inspecté, dans cette commune, l'opération d'amélioration urbaine au profit de 2 000 habitants pour un coût de 59,4 millions DA, celle de rénovation du réseau d'AEP (6,2 millions DA) et autres projets d'amélioration des conditions de vie des citoyens. N.O./agences

Skikda

Vaste opération pour éradiquer les marchés illicites

Une vaste opération destinée à éradiquer les marchés illicites a été lancée à Skikda, a-t-on constaté dans plusieurs quartiers et cités de la ville. L'opération est inscrite dans le cadre du programme initié par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, visant l'assainissement des places publiques, des trottoirs et des ruelles en les débarrassant des activités commerciales informelles, a précisé le chef de daïra,

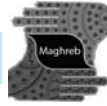
Azzedine Anéri. Cette action, accueillie favorablement par les Skikdis, organisée avec la collaboration des services de la sûreté de wilaya et de la protection, cible en particulier les cités Frères-Ayachi, les Allées, Salah-Boulkeroua et le centre de l'agglomération. L'objectif est de faire respecter la loi en matière d'activités commerciales, de parvenir à offrir un meilleur cadre de vie aux citoyens, de donner une image digne de cette ville, a

indiqué le chef de daïra. Pas moins de 460 commerçants sur un total de 620 vendeurs illicites recensés, seront intégrés au marché couvert de la cité Zefzaf, au chef-lieu de wilaya, a encore affirmé le responsable, soulignant que les dossiers des personnes ne figurant pas parmi les bénéficiaires et ayant présenté un recours seront «étudiés au cas par cas».

F.A.

M'sila Raccordement prochain de plusieurs exploitations agricoles au réseau électrique

UNE OPÉRATION de raccordement de plusieurs exploitations agricoles au réseau électrique sera prochainement entamée dans la wilaya de M'sila, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles. Cette opération inscrite au titre des programmes sectoriels décentralisés (PSD), «destinée uniquement aux exploitations agricoles», touchera une dizaine de communes, à l'instar d'Ain Errich, Maâhdid, Sidi Ameur, Bousaâda et Mohamed Boudiaf, a ajouté la même source, précisant que l'enveloppe allouée à cette opération «dépasse les 240 millions de dinars». Selon les services agricoles, la Société de distribution de l'électricité (SDE) de M'sila va confier la réalisation de ce projet à des entreprises agréées qui entameront les travaux «dans les trois semaines à venir». L'objectif de cette action consiste à développer l'agriculture sous serres, dans les zones montagneuses et steppeuses, a-t-on ajouté de même source. R.R.



Conflit en Libye

Toutes les parties ont «commis des violations» du droit humanitaire

■ Toutes les parties au conflit en Libye ont commis des violations du droit international humanitaire, dont certaines pourraient constituer des crimes de guerre, ainsi que des violations graves et des abus du droit international en matière de droits de l'homme, selon un nouveau rapport de l'ONU sur les droits de l'homme.

Par Amel F.

«**L**a Libye est toujours en proie à des dissensions politiques et des violences meurtrières, de multiples conflits armés touchant plusieurs régions et contribuant à une dégradation de l'ordre public», indique ce rapport publié conjointement par la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) et par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Le rapport couvre la période entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2015. A travers toute la Libye, «les factions belligérantes se sont montrées peu soucieuses d'éviter ou de minimiser les morts et les blessures de civils et les dégâts aux biens civils». La violence a fait des centaines de morts et causé des déplacements à grande échelle, ainsi que des crises humanitaires, dans plusieurs régions de la Libye, précise le document. Dans un contexte de «dégradation de l'ordre public, d'effondrement de la loi et de luttes internes», des groupes ayant «prêté allégeance» au groupe auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech) «ont pris le contrôle et consolidé leur emprise sur des portions du territoire libyen, commettant des abus graves, y compris des exécutions sommaires en public de personnes sur la base de leur religion ou de leur allégeance politique», poursuit le rapport. Le rapport met aussi en lumière le sort des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants, particulièrement ceux originaires d'Afrique subsaharienne, qui sont «de plus en plus vulnérables aux meurtres, détentions dans des conditions inhumaines, tortures, enlèvements, agressions physiques, vols à main armée et exploitation». Beaucoup font état de «tortures destinées à extorquer des fonds à leurs familles, dans ce qui semble être des actes coordonnés par des



bandes criminelles basées dans les pays d'origine et de transit». Le rapport note aussi que «des milliers d'individus sont détenus en prison ou dans d'autres centres de détention sous la supervision officielle des ministères de la Justice, de la Défense et de l'Intérieur, ainsi que dans des locaux gérés par des groupes armés», tandis que des rapports fréquents font état de «tortures et autres mauvais traitements». Le système judiciaire est toujours «sérieusement» entravé par le conflit en cours et l'insécurité. «Dans les endroits où il fonctionne, il ne parvient pas à garantir que justice soit rendue et les

abus par les groupes armés se poursuivent dans l'impunité». Dans divers endroits du pays, «les juges, procureurs et responsables de l'application de la loi sont confrontés à des menaces et des attaques, y compris des détentions et des assassinats en lien avec leur travail», ajoute la même source. Alors que l'intolérance ne cesse de croître vis-à-vis des critiques formulées contre les personnes contrôlant de facto toute région en Libye, les défenseurs de droits de l'homme, journalistes et militants de la société civile sont pris pour cible et attaqués, enlevés ou menacés de mort, poursuit le

rapport de l'ONU. Le rapport documente également le bombardement d'installations médicales, des membres du personnel médical étant pris dans les violences, victimes d'enlèvements ou détenus par divers acteurs et, selon des rapports, certains étant aussi victimes de torture et autres mauvais traitements. Le centre médical de Benghazi, le plus grand hôpital en fonctionnement dans cette ville de l'Est libyen, a ainsi été bombardé à quatre reprises entre avril et juillet. Les auteurs du rapport demandent «à toutes les personnes exerçant un contrôle effectif sur le terrain de

prendre des mesures immédiates pour mettre un terme aux actes qui violent le droit international en matière de droits de l'homme et le droit international humanitaire». Les personnes «impliquées dans des violations graves du droit international en matière de droits de l'homme et du droit international humanitaire sont pénalement responsables, y compris devant la Cour pénale internationale (CPI) qui enquête sur la situation en Libye», conclut le rapport. **A.F./APS**

Sahara occidental Aminatou Haidar dénonce les violations marocaines

LA MILITANTE sahraouie des droits de l'Homme, Aminatou Haidar, a dénoncé à Madrid, les violations excessives commises par l'occupant marocain contre les Sahraouis, appelant les Nations unies à intervenir pour protéger le peuple sahraoui. «Le peuple sahraoui, pacifique, subit au quotidien des attaques et des violations», a déploré M^{me} Haidar, en marge de la 40^e édition de Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui, dénonçant la dernière provocation dangereuse du roi marocain Mohammed VI, qui «a défilé par cette visite irresponsable l'ensemble de la communauté internationale». Elle a critiqué, également, les politiques menées par les gouvernements français et espagnol dans le conflit du Sahara occidental, les accusant de «complicité avec le Maroc». M^{me} Haidar a, par la même occasion, appelé à l'élargissement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) à la surveillance et la protection des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. Dans sa déclaration finale après des travaux qui ont duré deux jours à Madrid, la 40^e édition de l'Eucoco a appelé la communauté internationale à faire plus de pression sur l'occupant marocain et le gouvernement espagnol pour mettre fin à l'occupation illégale des territoires sahraouis. Les participants ont également dénoncé «les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés». Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été occupé puis annexé par le Maroc en 1975, après le départ des troupes espagnoles, et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires à décoloniser selon les règles du droit international en la matière. **R.M.**

Les migrants victimes de «violences brutales» de la part des passeurs

LES MIGRANTS qui tentent de rejoindre l'Europe depuis la Libye sont victimes de «violences brutales» de la part des passeurs, a indiqué l'Organisation des Nations unies (ONU) dans un rapport. «Des violations graves du droit international sont commises contre les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants qui sont souvent victimes de violences brutales (...) perpétrées par les trafiquants et les passeurs tout au long de leur périple», a précisé le rapport rédigé conjointement par la Mission des Nations unies pour la Libye (UNSMIL) et le Haut-commissariat aux droits de l'Homme (HCDH). «De nombreux migrants et demandeurs d'asile (...) ont affirmé avoir été très peu nourris afin qu'ils perdent du poids», ajoute le rapport qui couvre une période allant du 1^{er} janvier au 31 octobre 2015. La Libye est devenue une

plaque tournante de l'immigration clandestine vers l'Europe. Les passeurs profitent du chaos régnant dans le pays miné par les violences et divisé entre deux gouvernements rivaux. Les centres de rétention, dans Tripoli et ses alentours, accueillent souvent jusqu'à 5 000 migrants issus de pays déchirés par la guerre comme la Syrie et l'Irak, mais aussi l'Afrique subsaharienne. Outre les multiples attaques contre les civils de la part de toutes les parties du conflit libyen, le nouveau rapport de l'ONU dénonce «l'effondrement des institutions qui ont favorisé l'émergence de l'organisation terroriste Etat islamique auto-proclamé (EI) en Libye dont les membres ont commis des violations graves», comme des «exécutions publiques de personnes en raison de leur religion ou de leur affiliation politique». **A.F.**

Tunisie

Essid admet que les interventions suite à l'assassinat de Mabrouk Soltani ont été lentes

Le Chef du gouvernement, Habib Essid, a admis que les interventions, suite à l'assassinat du jeune berger Mabrouk Soltani, «ont été lentes en quelque sorte». Dans un entretien lundi soir diffusé sur la chaîne privée El Hiwar Ettounsi, le Chef du gouvernement a noté que les forces de l'Armée sont intervenues sans prendre les précautions nécessaires, ce qui a causé la mort de deux militaires. Le jeune berger Mabrouk Soltani, décapité vendredi dernier par un groupe terroriste à Jebel Mghilla, n'avait aucun contact avec la sécurité ni l'armée, a affirmé le Chef du gouvernement, ajoutant que la victime ne faisait que protéger son bétail que le groupe terro-

riste voulait s'en emparer. Sur le fait qu'il n'a pas visité la région en apprenant l'assassinat du jeune berger, Habib Essid a rappelé que le président du Parlement qui est le deuxième homme de l'Etat a rendu visite à la famille de la victime accompagné des ministres de l'Intérieur et de la Défense. Il a ensuite passé en revue les mesures prises suite à ce drame, en faveur des zones frontalières. Le gouvernement travaille dans un contexte délicat au niveau national et international. Les Tunisiens doivent être compréhensifs et contribuer à notre premier combat contre le terrorisme, a-t-il soutenu. Sur un autre plan, Habib Essid a noté que les attaques terroristes de Paris, auront des répercussions sur

les équilibres internationaux et des incidences directes sur la Tunisie au niveau économique et sécuritaire. Pour ce faire, le gouvernement a pris des mesures sécuritaires au niveau des aéroports tunisiens, a-t-il affirmé, avouant que la situation actuelle, bien qu'elle soit rassurante, demande des mesures exceptionnelles. Essid a appelé les citoyens à soutenir les efforts du gouvernement dans ce sens. S'agissant des Tunisiens de retour des foyers de tension, Habib Essid a indiqué qu'ils sont au nombre de 300, qu'ils font l'objet de suivi et qu'ils seront soumis à la loi de lutte contre le terrorisme.

Souhila K.



Attentats de Paris

Un fait qui change la donne en Syrie

■ Les attentats de Paris ont conduit à un changement de cap dans la stratégie occidentale face au conflit syrien, et l'organisation terroriste Daech est désormais désigné comme la priorité absolue pour les occidentaux, la France notamment, qui, à l'avantage de la Syrie, veut changer ses choix diplomatiques et sa position concernant l'avenir du président syrien Bachar al-Assad.

Par Dalil G.

Dans son discours devant le Parlement, le Président français, François Hollande, a déclaré que le président syrien Bachar al-Assad ne pouvait constituer «l'issue du conflit» en Syrie. Mais il ne l'avait jamais dit aussi clairement: «notre ennemi, c'est Daech». Une rencontre avec Barack Obama est prévue la semaine prochaine à Washington - après une entrevue avec John Kerry ce mardi à Paris - et une autre avec Vladimir Poutine, «pour unir nos forces». Une grande coalition internationale, unique, pour «détruire» le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique», (EI/Daech). Ce revirement politique français sur la question syrienne, accéléré par les attentats de Paris, tend à rapprocher Paris de Moscou. Le président russe avait appelé auparavant

devant l'Assemblée générale des Nations Unies, la communauté internationale à former une «coalition internationale élargie» contre Daech.

Feuille de route de Vienne, importante mais insuffisante, selon Damas

Le Groupe international de soutien à la Syrie, comprenant les grandes puissances, dont les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, les pays arabes et l'Iran et organisations internationales, avait annoncé samedi à Vienne une feuille de route pour une transition politique en Syrie avec des élections d'ici 18 mois. Toutefois, ils restent deux points d'achoppement entre les occidentaux et leurs alliés d'un côté, la Russie et l'Iran de l'autre: le sort du président syrien et la définition des groupes syriens



devant être qualifiés de «terroristes» et ceux pouvant être considérés comme appartenant à l'opposition. Le président syrien a vu dans les attentats de Paris la confirmation de la nécessité de ne pas faire de son départ un préalable à toute action internationale d'envergure. Certains participants à la 3e réunion du Groupe international de soutien à la Syrie, à Vienne insistaient pour que la mise à l'écart de Bachar al-Assad soit prévue par la déclaration finale, mais l'Iran n'a pas permis que ce point soit évoqué dans la déclaration finale», a affirmé le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian. «Nous avons insisté sur le fait que seule la personne de Bachar al-Assad pouvait décider de se représenter ou pas aux élections et seul le peuple syrien pouvait décider de voter ou pas pour lui», a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian. Les divergences persistent donc sur l'avenir d'al-Assad, mais celles-ci, «ne doivent pas devenir l'autel sur lequel la Syrie est sacrifiée»,

avait commenté le premier ministre britannique. L'émissaire des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a exhorté la veille de la tenue de la réunion de Vienne, (la troisième) les grandes puissances à tirer profit de «l'élan» insufflé par les pourparlers et à mettre en place un plan de paix afin de sortir le pays de la guerre. «Il est temps pour des pays comme la Russie, l'Arabie saoudite et l'Iran de relever ces défis», a-t-il ajouté. Pour la Commission de suivi du dialogue national syrien, la dernière réunion de Vienne constitue un pas, mais demeure «insuffisante tant elle ne met pas en application les décisions du Conseil de sécurité concernant la lutte contre le terrorisme qui passe nécessairement par la lutte contre le financement et l'armement des groupes terroristes». Mises en gardes contre les amalgames sur la question des réfugiés Plusieurs Etats américains républicains, le Premier ministre populiste hongrois Viktor Orban et le chef de l'extrême droite française, Marine Le Pen, ont notamment appelé à refouler les

réfugiés syriens afin d'éviter des attentats similaires à ceux de Paris, qui ont fait au moins 129 morts et 352 blessés. Mais le président Barack Obama, qui participait au Sommet des pays du G20 à Antalya en Turquie, a appelé à ne pas faire l'amalgame. «Cela n'est pas américain», a-t-il réagi L'ONU a rejeté aussi les appels limiter l'accueil des réfugiés venus de Syrie, estimant que «ce n'est pas la solution». «On peut comprendre que des pays prennent des mesures pour protéger leur citoyens contre toute forme de terrorisme», a expliqué le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric. «Mais se concentrer sur les réfugiés, c'est-à-dire des gens vulnérables qui eux-mêmes fuient la violence, n'est pas la solution», a-t-il ajouté. «Ces gens fuient précisément les destructions commises par Daech, qui a revendiqué les attentats perpétrés vendredi à Paris. De son côté, le président François Hollande a jugé «vital» que l'Union européenne continue d'accueillir les réfugiés.

D. G.



Points chauds

Amertume

Par Fouzia Mahmoudi

Si la classe politique française a tenté dans son ensemble de se montrer unie et solidaire et d'éviter les critiques et les attaques contre le gouvernement ou l'opposition, certains représentants politiques commencent néanmoins à élever la voix sur certains aspects de la gestion des attentats. Et si Nicolas Sarkozy a accusé le gouvernement de ne pas assez miser sur la sécurité, d'autres ont préféré réserver leurs critiques pour des éléments extérieurs. C'est le cas notamment d'Alain Juppé qui plutôt que de se retourner contre le gouvernement socialiste a visé les instances européennes. «Où est l'Europe ? L'Europe est aux abonnés absents», a ainsi déploré cette semaine le maire de Bordeaux estimant que la France, frappée vendredi par les attentats les plus meurtriers de son histoire, était «un peu seule» sur le terrain dans la lutte contre le groupe État islamique. «Nous enregistrons des messages de compassion du Premier ministre britannique [David Cameron], de la chancelière allemande [Angela Merkel], de tous les chefs d'Etat européens, mais nous sommes un peu seuls sur le terrain. Nous sommes un peu seuls au Proche-Orient, et en Afrique, nous sommes tout à fait seuls», a déclaré le haut cadre des Républicains, après une cérémonie de recueillement organisée à Bordeaux, dans la cour de l'Hôtel de ville. «Il faut que l'Europe se réveille. C'est la sécurité de l'Europe qui est en cause aujourd'hui. On parle beaucoup de cette crise migratoire exceptionnelle, de ces réfugiés qui affluent par centaines de milliers. C'est très directement lié à la situation au Proche-Orient», a insisté l'ancien Premier ministre. «La France ne peut pas être seule à prendre ses responsabilités dans ce domaine», a-t-il demandé. Pour l'ex-ministre des Affaires étrangères et candidat à la primaire à droite pour la présidentielle, «Schengen s'est effondré». «Nous avons été incapables de lui donner les moyens de fonctionner, nous n'avons pas su donner à Frontex les moyens de surveiller les frontières extérieures de Schengen. Cela fait des mois que je demande des gardes-frontières européens», a poursuivi Juppé. «Il n'y a pas d'autres solutions qu'une solution coordonnée avec les États membres, on le voit bien aujourd'hui avec la Belgique. Il faut qu'on le fasse ensemble et il faut que la France reprenne l'initiative dans ce sens», a encore dit le maire de Bordeaux, demandant que la «question de la défense européenne revienne rapidement sur le tapis». Reste à savoir si les autres pays d'Europe sont, eux, prêts à se lancer dans une guerre ouverte contre l'Ei alors que la France vient justement de subir les conséquences de sa propre implication. Merkel et Cameron sont aujourd'hui les deux personnalités politiques dont on attend le plus car représentant les deux autres plus importantes nations de l'UE. Mais la France semble un peu isolée et après les condoléances et les témoignages de soutien il semblerait que seuls Washington et ironiquement Moscou, soient prêts à s'attaquer frontalement aux responsables du carnage de Paris.

F. M.

Yémen

Les forces antirebelles tentent de briser le statu quo

Le président yéménite en exil Abd-Rabbou Mansour Hadi est rentré hier à Aden, sa deuxième visite depuis le début de la guerre fin mars. Il entend fédérer les forces qui lui sont restées fidèles.

Un responsable présidentiel, Moukhtar al Rahbi, a expliqué que Abd-Rabbou Mansour Hadi était rentré dans son pays afin de superviser une campagne militaire visant à reprendre la ville de Taëz, théâtre de violents combats qui ont déjà fait plus de 1 600 morts, selon le bilan fourni par des sources médicales.

«Hadi va rencontrer les dirigeants militaires pour évaluer la situation sécuritaire et superviser l'incorporation des forces de la résistance au sein de l'armée et des forces de sécurité», a-t-il dit.

Il n'a pas été possible dans l'immédiat de savoir combien de

temps le président comptait rester ou si sa visite annonçait le retour de son gouvernement en exil, basé à Ryad, en Arabie saoudite. Signe de l'insécurité qui règne au Yémen, le président Hadi a été emmené de l'aéroport d'Aden, où son avion a atterri dans la matinée, à bord d'un hélicoptère militaire jusqu'au palais Al-Maachiq, situé sur une colline, selon une source militaire. Ce palais, fortement endommagé par les combats entre forces loyalistes et rebelles chiites, a été récemment remis en état par les Emirats arabes unis, l'un des piliers de la coalition arabe.

Le Yémen est en proie à une guerre entre les miliciens chiites houthis qui restent maîtres de la majeure partie du territoire et des fidèles du président Hadi, soutenus par une coalition

conduite par l'Arabie saoudite qui a repris la ville d'Aden en juillet. Le retour de M. Hadi à Aden intervient après celui du Premier ministre Khaled Bahah. Arrivé dimanche sur l'île de Socotra, à 350 km des côtes du Yémen, ce dernier a annoncé «le retour du gouvernement, avec tous ses membres, pour l'exercice de leurs fonctions à l'intérieur du territoire yéménite».

Hier, de violents combats opposaient toujours à Taëz les partisans de M. Hadi soutenus par des unités arabes aux rebelles chiites houthis. Taëz, capitale de la province et troisième ville du Yémen, est un verrou stratégique pour une progression des forces antirebelles dans le centre et le nord du pays, y compris la capitale Sanaa, après la reconquête cet été de cinq provinces du sud.



Le monodrame «Hems Ed'Dhalem» au TNA

Une vision avant-gardiste sur le mal et l'injustice

■ «Hems Ed'Dhalem» (murmures de l'obscurité), monodrame social présenté lundi soir à Alger, s'interroge avec regret sur les prédispositions de l'homme à créer la souffrance et répandre le conflit dans la détresse d'une existence en perte de valeurs.

Par Adéla S./APS

Durant une heure et devant un public peu nombreux, la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) a accueilli la mise en scène de Ali Kerboune, montée sur un texte de Abdelhalim Ben Saad.

Le spectacle développe une vision avant-gardiste pour tenter d'endiguer la propagation fulgurante du mal et de l'injustice, dans un texte porté avec brio par Brahim Gueffaf, à travers lequel une exploration dans les profondeurs de l'être est engagée.

Dans une conception simpliste de la scénographie (faute de

moyens), un personnage atteint de cécité enfermé dans un caveau d'où il reçoit le bruit extérieur, seul moyen pour lui d'être en contact avec la vie.

Coupé de la réalité et ne pouvant percevoir la «genèse» du mal sur terre que par l'ouïe et l'émotion, il n'arrive pas à comprendre les motivations malveillantes de tous les conflits qui détruisent l'homme, dans un environnement délétère et hostile.

Plusieurs situations où l'interrogation est le fil conducteur, opèrent une projection de la souffrance à travers un prisme démuné d'images et de couleurs, abordant ainsi des sujets sur la terre, l'injustice, l'intolérance, les



révoltes arabes, la soif de liberté, le totalitarisme des régimes politiques, l'exil, la femme et l'enfant.

La densité du propos déclamé en arabe littéraire a permis un souffle dramaturgique au

comédien qui a évolué dans un rythme ascendant, dans un espace presque nu.

L'éclairage a bien servi le spectacle, donnant de la profondeur à de belles atmosphères qui ont aidé à assurer les transitions et accentuer la sémantique des situations.

De même pour l'atelier musique où les mélodies aux modes algériens et les sonorités mélancoliques du violon, ont ramené le spectacle, produit par l'Association culturelle Derb El Aïjal de Laghouat, à son repère spatial original.

Les 7^{es} Journées de théâtre du Sud se poursuivent au TNA avec au programme de la journée d'hier le spectacle «Testament» de l'Association Bougies culturelles de Nâama.

Adéla S./APS

Saïda

Journées de formation en art dramatique au profit de 75 jeunes

Des journées de formation dans les arts dramatiques ont débuté lundi au théâtre régional «Sirat-Boumediène» de Saïda au profit de 75 jeunes.

Ces amateurs du quatrième art sont répartis sur deux ateliers, l'un abordant l'interprétation et la mise en scène, et l'autre l'écriture dramatique, et sont encadrés par des enseignants de l'Institut supérieur des

arts de Bordj El Kiffan (Alger) et du département des arts de l'université de Saïda qui leur assurent des cours théoriques et pratiques.

Ces journées de formation, organisées par le théâtre régional de Saïda, visent à initier les jeunes aux principes et techniques du 4^e art, notamment ceux de la scène, pour leur permettre d'intégrer le monde de la créativité

dramatique, selon les organisateurs.

Le TR de Saïda a programmé deux autres ateliers de formation pour le début de l'année prochaine, en scénographie et chorégraphie, a-t-on annoncé de même source.

Le même établissement culturel a initié une formation dédiée à 50 jeunes en décembre 2014 en art d'interprétation et en scénographie.

Musique

Sid Ahmed Serri inhumé à Alger

Le musicien, interprète et professeur de musique andalouse Sid Ahmed Serri, décédé dimanche à l'âge de 89 ans, a été inhumé lundi en début d'après-midi au cimetière de Sidi Yahia, à Alger, en présence d'une foule nombreuse.

Dans une ambiance empreinte d'émotion, des mélomanes, des artistes et des compagnons de route du défunt étaient nombreux à rendre un dernier hommage et se recueillir à la mémoire du défunt, artiste et icône de la musique andalouse algérienne dans sa variante Sanaa.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, des figures

du cinéma et du théâtre ainsi que des représentants d'associations de musique andalouse d'Alger, Tipaza, Constantine et de Chlef ou encore le directeur du Conseil national des arts et des lettres (Cnal), Abdelkader Bendamache, ont ainsi accompagné le défunt à sa dernière demeure.

Né en 1926 à Alger dans une famille de mélomanes, Sid Ahmed Serri s'était intéressé dès son enfance à l'apprentissage de la musique.

En 1945, il adhère successivement aux associations de musique El Andaloussia puis El Hayat.

Elève de Abderrezak Fakhardji, il devint en 1952 enseignant de musique andalouse au sein de l'association El Djazaïria, restructurée et devenue depuis peu El Djazaïria El Mossiliya.

Le défunt avait, par ailleurs, dispensé des cours au Conservatoire d'Alger ainsi qu'à l'Institut national de musique et à l'École normale supérieure.

Outre ses conférences et écrits publiés dans la presse nationale, Sid Ahmed Serri a réalisé l'enregistrement sur CD de l'intégralité de son répertoire musical dans un souci de conserver et de transmettre l'hé-

ritage de la Sanaa.

Dès l'annonce de la nouvelle de son décès, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait exprimé dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt, sa «profonde affliction» suite à la disparition de Sid Ahmed Serri.

Avec cette disparition, a ajouté le chef de l'Etat dans son message, la scène culturelle perd une «icône dont le souvenir servira de référence aux générations montantes d'artistes» pour la préservation et la promotion de la musique classique et la culture algériennes.

Racim C.

Tiaret

Le journaliste et historien Amar Belkhodja honoré

Le journaliste et historien, Amar Belkhodja, a été honoré, lundi à Tiaret, lors d'une cérémonie organisée par l'association «Mechaal Echahid» et le quotidien «El Moudjahid».

La cérémonie a réuni des hommes de culture, des journalistes, des membres de la famille révolutionnaire, des universitaires, des représentants de la société civile et des autorités locales.

Lors de cet hommage, initié avec le concours de la sûreté de wilaya, un habit traditionnel de la région de l'Ahaggar et un souvenir du 60^e anniversaire du quotidien «El Moudjahid» ont été offerts au journaliste Amar Belkhodja. Le message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika,

adressé à l'historien à l'occasion de la réception de son dernier ouvrage sur le mouvement national a été lu à cette occasion.

Dans ce message, le Président Bouteflika valorise les efforts de l'historien contribuant à l'enrichissement du fonds documentaire sur la mémoire collective nationale.

Amar Belkhodja a qualifié cet hommage d'encouragement et de soutien à ses œuvres qui perpétuent les gloires de la nation et vivifient la mémoire contre l'oubli.

Il a également souligné que les travaux des historiens et chercheurs dont il fait partie mettent à la disposition des générations montantes des éléments de fierté des gloires de leur pays et contribuent à développer leur patriotisme.

Le président de l'association «Mechaal Echahid», Mohamed Abbad, a souligné que cet hommage intervient dans le cadre du forum de la mémoire visant à encourager des plumes qui écrivent l'histoire de la glorieuse révolution.

Amar Belkhodja a contribué, dans les vingt dernières années, à l'enrichissement de la Bibliothèque nationale par 30 ouvrages sur des personnalités historiques dont des moudjahidines et des martyrs de la région de Tiaret. Le premier ouvrage a été consacré à l'artiste chahid Ali Maachi.

Une vente-dédicace des mémoires de Amar Belkhodja rédigés par sa fille Khadija Belkhodja a été organisée à cette occasion.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Espacio España (10, rue Ali-Azil, Alger-Centre)

Jusqu'au 22 novembre : Exposition vente d'artisanat «richesses et talents d'Algérie», une sélection des meilleurs artisans dans le domaine du tissage de tapis de Ghardaïa, des artisans de Touggourt (panchos, vestes...), de céramiques de la famille des Boumehdi, de sculptures et peintures sur bois, patchwork, châles brodés et tableaux de peinture.
Horaires : de 10h à 18h.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 décembre : Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nouredine Chegrane, Farid Benyaa, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. Les bénéficiaires seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, Rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition de l'artiste Abdesslam Bouzar.

Musée national d'art moderne et contemporain (rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)

Jusqu'au 20 novembre : 6^e Festival de la photographie d'art.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 : 8^e Salon d'automne des arts plastiques.

Palais Ahmed-bey de Constantine

Jusqu'au 6 décembre : Exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas, intitulée «L'art du livre islamique».

Coup-franc direct

Changer oui mais pour qui ?

Par Mahfoud M.

Les voix s'élèvent pour demander de faire débarquer l'actuel coach national, Christian Gourcuff, et cela quel que ce soit le résultat du match face à la Tanzanie, même en cas de qualification au prochain tour des éliminatoires du Mondial. Pour les partisans du départ du Français, ce dernier n'a pas l'étoffe qu'il faut pour prendre en main la sélection, et il a prouvé ses limites par le choix des joueurs qu'il a convoqués pour les derniers matchs des Verts mais surtout pour ses choix tactiques qu'ils jugent inappropriés pour la sélection nationale. D'autres avouent qu'en dépit des résultats enregistrés surtout dans les éliminatoires de la CAN et du Mondial, c'est surtout la manière de jeu qui les inquiètent le plus, affirmant que le groupe dont dispose l'Algérie devrait garantir de biens meilleurs rendements surtout que les adversaires ne sont pas vraiment de gros calibres. Le constat est là pour eux et l'EN n'est plus cette équipe qui se fait respecter sur le terrain puisque toutes les équipes africaines font tout pour la battre. Toutefois, changer d'entraîneur pourra-t-il ramener véritablement la sérénité au groupe et changer complètement le visage de la sélection ? Ceux qui demandent un changement à la tête du staff technique ont-ils pour autant des noms pour lui succéder ? Changer oui, mais ces gens qui le souhaitent devraient proposer aussi des substituts et ne pas se limiter seulement à faire de l'opposition. **M. M.**

Sporting Lisbonne Le club fixe à 20 millions d'euros le prix de Slimani

L'INTERNATIONAL algérien Islam Slimani, dans le viseur de West Ham ou encore Tottenham (Premier League anglaise) aurait obtenu un bon de sortie de la part du Sporting Portugal, actuel leader du championnat portugais, pour cet hiver, indique lundi la presse locale. Selon O Jogo, Slimani dispose d'une clause de 30 millions d'euros mais son départ pourrait se négocier pour un prix plus bas. Le club lusitanien réclamerait 20 millions d'euros pour laisser filer son buteur. Le joueur de 27 ans avait atterri au Sporting lors de l'été 2013 en

provenance du CR Belouizdad (Ligue 1, Algérie) contre 300.000 euros. Son contrat expire en 2017. Slimani affiche une belle forme cette saison comme l'attestent ses 12 buts inscrits en 21 matchs, toutes compétitions confondues, aussi bien en sélection qu'en club. Il s'est distingué de nouveau lors du match en déplacement de la sélection algérienne face à la Tanzanie samedi passé en marquant un doublé, par lequel les Verts ont remis les pendules à l'heure (2-2), après avoir été menés jusqu'à la 71e par deux buts à zéro.

Championnat arabe des clubs de basket-ball Faid satisfait du parcours de son équipe

L'ENTRAÎNEUR DU GS Pétroliers, Faid Bilal, finaliste malheureux du championnat arabe des clubs champions de basket-ball (3-14 novembre à Dubaï), a estimé que son équipe a fait un parcours quasi parfait en déjouant les pronostics et dépassant largement ses objectifs dans ce tournoi. Le GS Pétroliers, seul représentant algérien dans cette compétition, a terminé à la 2^e place du tournoi, après sa défaite en finale face à son homologue tunisien de l'ES Sahel (62-74), samedi à Dubaï. «Nous avons réalisé un parcours parfait en remportant tous nos matchs avant la défaite en finale, je pense que nous avons réussi à déjouer tous les pronostics en atteignant ce niveau de la compétition avec un effectif composé seulement de joueurs évoluant dans le championnat algérien», a déclaré Faid. «Je tiens à remercier tous les joueurs et membres du staff pour leur parcours dans cette compétition qui lance de la meilleure des façons notre saison et notre reconquête du double», a-t-il ajouté. Revenant sur les causes de la défaite en finale, Faid a estimé que l'apport des joueurs du banc n'a pas été le même que lors des matchs précédents ce qui a compliqué la mission de son équipe. «En finale, nous sommes tombés sur une très bonne équipe de l'ES Sahel, que je félicite pour son titre arabe», a-t-il dit, avant d'ajouter qu'«après un début de match

catastrophique nous avons réussi à revenir deux fois au score avant de s'écrouler dans le dernier quart à cause de la fatigue». «Nous avons laissé trop de jus pour revenir au score dans les 2^e et 3^e quart-temps ce qui nous a été fatal dans le sprint final», a ajouté le coach algérien. Quoi qu'il en soit l'entraîneur du GS Pétroliers s'est dit «satisfait» du parcours de son équipe qui a largement dépassé son objectif qui était de passer le stade des quarts de finale. Les Pétroliers qui avaient battu respectivement la Police d'Irak (97-63), Al Sharjah des Emirats arabes unis (94-84), Al Jaish du Qatar (84-81) et Al Tillel du Yémen (80-73) au premier tour, s'est imposé en quart de finale face au Shabab (EAU) sur le score de 83 à 79, avant d'éliminer le club qatari d'Al Jaish (75-74) en demi-finale. Quatorze (14) clubs, scindés en 3 poules (A, B, C) ont pris part à la 28^e édition du championnat arabe des clubs champions de basket-ball, qui s'est déroulée du 3 au 14 novembre à Dubaï (Emirats arabes unis). Lors de la dernière édition disputée à Salé au Maroc en 2014, le GS Pétroliers avait été éliminé en quart de finale par El-Ahly du Caire sur le score de 84 à 78. La meilleure performance algérienne au championnat arabe des clubs champions a été réalisée par l'IRB/ECT d'Alger qui a remporté le trophée en 1989.

MC Alger Ighil prépare le MCO

■ Le coach du Mouloudia d'Alger, Meziane Ighil, prépare très sérieusement le match comptant pour la prochaine journée face au Mouloudia d'Oran et qui sera certainement très difficile, d'autant plus que les Hamraoua qui s'étaient réveillés lors du précédent match face au DRBT souhaitent continuer sur cette même lancée et ajouter un autre succès.



Ighil libère ses joueurs

Par Mahfoud M.

Le driver des Vert et Rouge a travaillé d'arrache-pied avec son groupe tantôt à Aïn Bénian et une autre fois à la forêt de Bouchaoui. Il a misé sur le physique et le technique dans le même temps pour tenter de relancer la machine, surtout qu'il sait que l'étape prochaine sera des plus difficiles et il faudra que son team réagisse au plus vite et améliore ses résultats. Certes, la situation est quelque peu délicate mais elle n'est pas alarmante d'autant plus qu'il y a de qualité

dans le groupe qui manque seulement de confiance après les quelques contre-performances à domicile. Le coach du Doyen a tenu un discours franc avec ses poulains en leur demandant de se donner à fond pour soigner le visage de l'équipe qui doit être plus entreprenante pour réussir une révolution. Il est, pour le moment, de tout ce qu'il a entrepris avec l'équipe mais il demande plus de ses joueurs pour tout au moins terminer la phase aller avec le peloton de tête. Ighil a, d'ailleurs, demandé à ses poulains d'être concentré sur le rendez-vous de samedi dès mainte-

nant pour réussir cette sortie leur indiquant que pour éviter la crise et une autre pression négative, il leur faudra battre le MCO. Toutefois, il sait que la situation sera difficile avec les absences que l'équipe enregistrera, avec les forfaits de Mokdad, Benbraham et Demou en plus de l'Ethiopien, Salaheddine, qui ne s'est pas rétabli de sa blessure à cent pour cent même s'il a débuté les entraînements avec le groupe. En fait, le coach du Mouloudia ne veut pas prendre de risque avec lui et a décidé de ne pas l'aligner pour ce match. **M. M.**

CAN-2015 (U 23)

Benkabilia «pas sûr» d'être présent face au Sénégal

Le capitaine de la sélection olympique algérienne, Mohamed Benkabilia, a indiqué lundi qu'il risquait de rater la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans (28 novembre-12 décembre 2015) au Sénégal à cause de sa blessure à la cuisse. «Je suis actuellement à Alger pour effectuer les examens médicaux d'usage et qui vont décider de ma participation ou non à la prochaine Coupe d'Afrique des nations des moins de 23 ans», a déclaré à l'APS l'attaquant de l'ASM Oran. Benkabilia a été victime d'une déchirure à la cuisse il y a deux semaines lors d'un match de championnat de Ligue 1 algérienne avec son club. Depuis, il a été soumis au repos. «J'espère bien avoir le feu vert des médecins pour reprendre les entraînements dans les meilleurs délais, vu que le rendez-vous continental approche à grands pas», a encore dit le jeune capitaine de la formation oranaise. L'entraîneur de la sélection nationale, le Suisse Pierre-André Schurmann, fait face à un casse tête chinois pour arrêter sa liste des 20 joueurs appelés à

défendre les couleurs nationales au Sénégal, en raison des blessures dont sont victimes plusieurs de ses capés. Benkabilia, Darfalou, Abdellaoui et Ferhat (USM Alger), ainsi que Chita (MC Alger) et Benchaâ (MC Oran) soignent tous de leurs blessures, alors que Benalam (ASM Oran) avait déclaré forfait pour la CAN depuis plusieurs semaines après avoir subi une opération chirurgicale sur un genou. La sélection algérienne affronte ce lundi la Tunisie en match amical à Tunis dans le cadre de son dernier regroupement avant de se rendre à Dakar.

Les Verts s'inclinent face à la Tunisie

La sélection algérienne de football des moins de 23 ans (U-23) s'est inclinée lundi face à son homologue tunisienne (2-0) en match amical préparatoire disputé au stade d'El-Menzah à Tunis, en vue de la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie prévue au Sénégal du 28 novembre au 12 décembre 2015. Les deux buts ont été inscrits par Adem

Rejaibi (44') et Haithem Jouini (49'). Il s'agit du dernier test pour les Verts qui vient clôturer leur stage entamé le 7 novembre, avant leur départ pour le Sénégal prévu le 25 novembre. Les joueurs du sélectionneur suisse Pierre-André Schurmann ont disputé jeudi dernier un premier match amical face au CR Belouizdad (Ligue 1/Algérie) soldé par une défaite 2-1. L'équipe nationale s'est présentée pour cet ultime test amoindrie par l'absence de plusieurs joueurs à l'image du trio de l'USM Alger (Ligue 1/Algérie) Abdellaoui, Ferhat, et Darfalou, tous blessés. Au premier tour de la CAN-2015, qualificative aux Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro, l'Algérie évoluera dans le groupe B avec l'Egypte, la Nigeria, et le Mali. Le groupe A est constitué du Sénégal (pays hôte), de la Tunisie, de l'Afrique du Sud et de la Zambie. Les trois premiers se qualifieront pour le tournoi olympique de Rio, une compétition de laquelle l'Algérie est absente depuis l'édition de 1980 à Moscou.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

EL Bayadh

Deux décès par asphyxie dans un domicile à Roggassa

DEUX PERSONNES sont décédées hier à El Bayadh après avoir inhalé des gaz brûlés en leur domicile sis au village Boukhit, dans la commune de Roggassa, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Il s'agit d'une femme de 28 ans et de son fils de deux ans, qui ont trouvé la mort en inhalant du gaz

qui s'échappait d'un réchaud raccordé à une bonbonne de gaz butane, selon de premières indications fournies sur place par la Protection civile. Leurs corps ont été déposés à la morgue de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed- Boudiaf d'El Bayadh, selon la même source. **K. L.**

Secteur du bâtiment

Un guide pour rationaliser la consommation énergétique

UN GUIDE pour la construction de logements répondant aux normes d'efficacité énergétique a été élaboré par l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'énergie (Aprue) qu'elle a présenté, hier à Alger, lors d'une journée d'étude consacrée à ce thème.

Ce guide, qui sera distribué aux différents acteurs du secteur du bâtiment (architectes, bureaux d'études, ingénieurs...), a été réalisé par un groupe d'experts de l'Aprue, du Centre de développement des énergies renouvelables (Cder), du Centre national des études et de la recherche en industrie de bâtiment (Cnerib), de l'agence allemande de coopération au développement (GIZ) ainsi que par la Banque d'Algérie, a indiqué le directeur des projets auprès de l'Aprue, Kamel Dali. S'ajoutant aux textes juridiques en la matière,

ce cahier des charges permettra aux professionnels du secteur du bâtiment d'intégrer l'efficacité énergétique dans la conception de leurs projets de construction et d'appliquer les règlements thermiques algériens, selon ce responsable.

L'objectif recherché à travers cette initiative est de réduire la consommation d'énergie, de promouvoir les énergies renouvelables, de protéger le climat et l'environnement et de préserver les ressources naturelles, a-t-il ajouté. Pour atteindre cet objectif, le document cite 14 critères d'évaluation de l'efficacité énergétique dans le bâtiment tels que la protection thermique en été, les besoins en énergie en hiver selon les saisons, les émissions de CO2, l'utilisation des énergies renouvelables et la puissance électrique.

Hani Y.

Accidents de la route

31 morts et plus de 1 200 blessés en une semaine

TRENTE et une personnes ont trouvé la mort et 1 219 autres ont été blessés dans 1 068 accidents de la circulation survenus durant la période allant du 8 au 14 novembre en cours, selon un bilan établi, hier, par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain Defla où 5 personnes sont décédées et 26 autres blessées suite

à 20 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, et durant la même période, les éléments de la Protection civile ont enregistré un total de 11 408 interventions de différents types, prodiguant des soins à 1 283 personnes et l'évacuation de 9 895 autres vers les structures sanitaires.

R. N.

LES MUSULMANS CRAIGNENT D'ÊTRE STIGMATISÉS APRÈS LES ATTENTATS DE PARIS



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Le wali poursuit ses visites dans les daïras

Le wali de Tizi Ouzou, Brahim Merad, poursuit ses tournées dans les communes de la wilaya à l'effet de prendre connaissance de l'état d'avancement des projets inscrits à l'indicatif des différents secteurs. Ces visites l'ont déjà conduit dans les daïras de Beni Yenni, Ain El Iferhounene, Ain el Hammam, Azazza, Bouzeguène et Ouacifs.

Par Hamid Messir

En plus de l'inspection des chantiers, le chef de l'exécutif conclut ses visites par des rencontres avec les comités de villages pour prendre connaissance des problèmes des citoyens des localités inspectées. C'est à raison d'une à deux daïras par semaine depuis un mois que Brahim Merad mène ses visites marathoniennes qui commencent tôt le matin et se terminent en fin de journée dans l'optique de dresser un état des lieux en prévision du plan d'actions à lancer sur le terrain et répondre ainsi aux besoins urgents des populations de la wilaya. Après ses premières visites d'inspection dans les communes des daïras précitées, il ressort que le problème des oppositions à la mise en œuvre de certains programmes d'investissement, notamment le raccordement au réseau de gaz naturel, la réalisation des équipements publics ou encore l'implantation des décharges, semblent les questions qui reviennent le plus souvent. Face à ce problème de contraintes pour réaliser ces pro-

jets, le wali de Tizi Ouzou a pris l'engagement de recourir, en cas d'échec des médiations, à la force publique pour les lever. L'autre problématique à laquelle est confrontée la wilaya reste le désastre écologique, conséquence de l'absence de décharges contrôlées ainsi que de la prolifération des dépotoirs sauvages essentiellement d'emballages des boissons alcoolisées. Sur le plan de l'environnement, au moins trois projets d'implantation de décharges contrôlées peinent à être lancés en raison des oppositions des habitants en dépit de nombreuses tentatives des autorités à débloquer la situation. L'insécurité que connaît la région est également l'une des questions posée par les populations en raison d'un faible maillage sécuritaire résultant du retrait des gendarmes depuis la crise



du printemps noir. Brahim Merad s'est également prononcé sur le plan de redéploiement de ce corps de sécurité dont la sécurisation des zones éparses du rural de la wilaya relève justement de la compétence du même corps constitué. En somme, le wali de Tizi Ouzou semble opter pour un diagnostic de la situation de la wilaya avant de prendre les décisions adéquates pour répondre aux préoccupations des populations. **H. M.**

Impliquées dans différentes affaires criminelles dans la wilaya d'Alger

Plus de 2 500 personnes arrêtées en octobre

AU TOTAL, 2 503 personnes impliquées dans 2 117 affaires criminelles ont été arrêtées en octobre dernier, a indiqué hier un communiqué de la sûreté de wilaya d'Alger. Il s'agit de 702 personnes impliquées dans des affaires liées à la détention et à la consommation de drogues et psychotropes, 241 personnes pour détention d'armes blanches et 1 174 autres pour des délits divers, selon les

chiffres présentés par les services de sûreté de la wilaya d'Alger dans le cadre de ses activités de lutte contre la criminalité dans le milieu urbain.

Ces délits concernent notamment l'atteinte aux biens (288) et aux personnes (783), dont 2 affaires d'homicide volontaire, a précisé la même source. Il s'agit également de 402 affaires liées au crime et délits contre la chose publique ainsi que

61 affaires liées au crime économique et financier, selon la même source.

Par ailleurs, les mêmes services ont traité 299 affaires de détention d'armes blanches dans lesquelles 241 personnes sont impliquées, dont 124 ont été mises en détention provisoire.

Concernant la lutte contre les stupéfiants, 702 personnes impliquées dans 597 affaires ont été arrêtées. Près de 11

kg de cannabis, une quantité de cocaïne et 7 970 psychotropes ont été saisis dans le même cadre.

Les services de sécurité ont procédé également à 187 opérations de contrôle des activités commerciales ayant entraîné l'exécution de 30 arrêtés de fermeture ordonnés par les autorités compétentes.

Houriya Y./APS